

Burundi : Un ministre de la Défense sans ascendant sur les troupes ?

RFI, 19-05-2015 Burundi : le président Nkurunziza limoge son ministre de la Défense. Au Burundi, quelques jours après le coup d'Etat manqué, le président Pierre Nkurunziza serre la vis. Rentré vendredi à Bujumbura, le chef de l'armée, ce lundi 18 mai, le gouvernement. Trois de ses ministres ont été remplacés. Au ministère de la Défense, Emmanuel Ntahonvukiye, un civil, succède ainsi à Pontien Gacyubwenge, tandis qu'au ministère des Affaires étrangères, Alain Aimé Nyamitwe remplace Laurent Kavakure. La ministre du Commerce, Virginie Ciza, est quant à elle remplacée par Irina Inantore.

Un ministre de la Défense issu de l'ancienne armée dominée par la minorité tutsie, un chef d'état-major issu d'un rattachement hutu au CNDD-FDD aux affaires. Le pouvoir burundais avait veillé jusqu'à présent à préserver la tête de la nouvelle armée burundaise, paritaire entre Hutus et Tutsis, un certain équilibre entre ses deux principales composantes. Mais ce système bicéphale avait montré ses limites depuis le début des manifestations contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza. On savait le général Gacyubwenge, jusqu'ici ministre de la Défense, en difficulté avec le camp présidentiel. C'est lui qui, le 2 mai dernier, avait contredit le ministre de la Sécurité publique, Gabriel Nizigama. Alors que celui-ci accusait les manifestants d'être des terroristes, voire des ennemis de la nation, le ministre de la Défense sortant appelait au respect des droits de tous les Burundais et surtout rappelait que l'armée était le rempart de la nation. Le lendemain, le général Gacyubwenge avait été démis de ses fonctions par le chef d'état-major de l'armée. Le général Pierre Gacyubwenge avait notamment affirmé la neutralité de l'armée. Depuis, les contradictions s'étaient multipliées. Lundi matin, par exemple, deux unités de l'armée burundaise ont failli s'affronter dans le quartier de Musanga. La première voulait tirer pour disperser les manifestants et la seconde s'y est opposée. Le président Nkurunziza a donc décidé de le limoger et de le remplacer par un civil, Emmanuel Ntahonvukiye, le premier depuis une cinquantaine d'années. Cet ancien magistrat est officiellement sans étiquette mais considéré comme plutôt proche du parti au pouvoir. Selon les analystes, il n'aura sûrement pas d'ascendant sur les troupes. Autre changement important, le remplacement de celui qui était ministre des Affaires étrangères, Laurent Kavakure, par Alain Aimé Nyamitwe, ambassadeur du Burundi à Addis Abeba auprès de l'Union africaine. Il est le frère du principal conseiller du président Nkurunziza, Willy Nyamitwe. Laurent Kavakure aurait été « mou » dans sa défense du gouvernement durant cette crise.